

Paris le 7/02/2019

# Poursuivons et amplifions les mobilisations !

**Depuis le 28 janvier, et dans certaines directions depuis plus longtemps, les agents des Finances Publiques se mobilisent et agissent suite à l'appel de l'intersyndicale DGFiP. Les formes d'action sont diverses, mais elles sont d'une part bloquantes, d'autre part largement médiatisées, notamment grâce ou à cause du prélèvement à la source. En nous réunissant en AG, HMI, lors de tournées de site décidons ensemble de continuer et d'amplifier le mouvement.**

À l'occasion de la journée de mobilisation interprofessionnelle du 5 février, en fonction des contextes locaux, de nombreux départements étaient en grève, dans le cadre du calendrier de mobilisations proposé par l'intersyndicale DGFiP.

La journée du 7 février obéissait à la même logique : ralentir et bloquer la DGFiP par tous les moyens possibles et partout où c'est possible : par la grève, les manifestations ou rassemblements, les actions sous toutes les formes, de la journée minimum de travail, au blocage et à l'occupation de locaux, etc..

Car aujourd'hui c'est toute la DGFiP qui est et qui demain sera concernée par des réformes dangereuses pour notre avenir : certains par la mise en place du PAS ; d'autres par la mise en place des agences comptables, d'autres par les réorganisations internes comme celle que vivent les services des RH, etc...toutes et tous par la géographie revisitée !

## Dès lors, ne nous arrêtons pas là !

**Dès la semaine prochaine et avant que ne débutent «pleinement» les vacances de février, faisons du jeudi 14 février 2019 une grande journée nationale DGFiP morte par tous les moyens possibles, y compris la grève ....**

**À la DGFiP préparons-nous d'ores et déjà à poursuivre la mobilisation et à maintenir la pression par des actions sous toutes les formes durant les congés, et dès la **mi-mars** par une **grève nationale à la DGFiP****

## Toutes et tous en grève, ! dans l'action, dans la rue !

- Pour l'arrêt des suppressions d'emplois,
- Pour l'arrêt de toutes les restructurations y compris de la géographie revisitée du directeur général, l'expérimentation d'agences comptables, la concentration des SIP, SIE et SPF..
- Pour la mise en place d'un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à la hauteur des besoins.
- Pour défendre l'avenir de nos missions, de nos implantations territoriales et préserver nos règles de gestion.
- Pour une opération massive de repyramidage des emplois par une amélioration des volumes de promotions de grade au sein de chaque catégorie et un large plan de promotions de C en B et de B en A.
- Pour l'augmentation de la valeur du point d'indice.
- Pour la revalorisation immédiate des régimes indemnitaires de 200 euros brut par mois, via l'IMT et leur intégration dans le traitement !
- Pour l'attribution à toutes et tous de la prime exceptionnelle de 200 euros.